

Publié le 9 juin 2017

Attentats de Londres : "*Enough is enough*"

Londres, 3 juin 2017. Une camionnette fonce sur le *London Bridge*. Des passants sont poignardés sur la rive sud de la Tamise. Bilan provisoire : 11 morts, dont les trois assaillants, et une cinquantaine de blessés. Une véritable « Pentecôte rouge », selon l'expression de Samuel Pruvot dans un article sur le site du [Figaro](#). C'est la troisième attaque en moins de trois mois sur le sol britannique, toutes revendiquées par le groupe État Islamique. Depuis 2005, pas moins de 8 attentats y ont été perpétrés. Si l'on élargit le champ de vision à d'autres pays, la liste noire du terrorisme s'allonge. Pour la seule année 2017, il faudrait citer : Istanbul, le 1^{er} janvier, fusillade dans une discothèque ; Bagdad, le 2 janvier, trois attentats-suicides ; Jérusalem, le 8 janvier, un sympathisant du groupe État Islamique lance son véhicule sur des soldats israéliens ; Paris, le 3 février, un homme attaque une patrouille de quatre militaires ; Kaboul, le 8 mars, attentat dans un hôpital ; Stockholm, le 7 avril, un camion fonce dans la foule d'une artère commerçante ; Paris, le 20 avril, attaque sur les Champs-Élysées ; Jakarta, le 24 mai, double attentat-suicide au terminal d'un bus. Et enfin, Paris, le 6 juin, attaque devant Notre-Dame. Au lendemain de l'attentat de Londres, Theresa May a prononcé ces paroles reprises par la plupart des journaux comme la marque d'une volonté déterminée face au terrorisme : « *Enough is enough* » (Trop c'est trop). Une parole qui ne demande qu'à être suivie d'effets, mais qui se heurte à bien des obstacles.

Le Royaume Uni face à ses choix

Les profils des terroristes

Dès le 5 juin, [Le Monde](#) rapporte que l'identité de deux des trois terroristes est connue. Il s'agit de deux résidents du quartier multiculturel de Barking, dans l'est de Londres. Le premier, Khuram Shazad Butt, un citoyen britannique de 27 ans né au Pakistan, était connu des services de sécurité et faisait l'objet d'une enquête des services britanniques. Il regardait régulièrement des vidéos de prêches d'Ahmad Musa Jibril, connu pour leur violence extrême. Sa radicalisation avait été signalée aux services de renseignement. « Butt était pourtant interdit dans deux mosquées de la capitale pour sa radicalisation. Il était également apparu dans un documentaire de *Channel 4*, 'Mes voisins les djihadistes' », précise *Euronews*. En mai 2013, alors que deux islamistes venaient d'égorger le militaire britannique Lee Rigby à Londres, Khuram Shazad Butt s'était rendu devant le Parlement, où se tenait un rassemblement en hommage à la victime, y multipliant les provocations, ajoute [Le Monde](#). Le deuxième, Rachid Redouane, était inconnu des services de renseignement. L'homme disait être de nationalités marocaine et libyenne. Il utilisait aussi une autre identité, avec une date de naissance différente. Le troisième, Youssef Zaghba, avait été repéré et signalé par le renseignement italien, notamment après une tentative de départ en Syrie en 2016, depuis l'aéroport de Bologne en passant par la Turquie ; il n'avait qu'un ticket aller et un petit sac à dos, ce qui avait attiré la

curiosité des policiers. Sa mère avait demandé à la police de l'aéroport de ne pas laisser son fils embarquer pour la Turquie, se disant inquiète de discours «bizarres» qu'il tenait depuis peu. Trois profils de terroristes qui renvoient à un certain nombre de choix récents ou plus anciens faits par le Royaume Uni.

Sécurité policière

Les services de renseignement britanniques ont évoqué cinq tentatives d'attentats déjouées pendant les neuf semaines précédant le dernier attentat. Ceci en plus des trois menées à leur terme et conduites par des individus qui se trouvaient pour la plupart déjà dans les radars de la police. 23 000 personnes sont fichées au Royaume Uni en tant que «terroristes potentiels». Des chiffres qui posent la question des moyens alloués aux forces de sécurité.

Le *Times* rappelle que la question des moyens dont disposent la police et les renseignements britanniques s'était déjà posée au moment des attentats de 2005, dont les deux planificateurs étaient eux aussi connus des services de renseignement. L'un d'entre eux, Mohammed Siddique Khan, aurait même été en relation avec Khuram Shazad Butt, l'un des trois assaillants de samedi. D'après le même journal, c'est justement le premier échec de 2005 qui avait donné lieu à une grande réorganisation, avec la création d'unités de renseignement régionales et une collaboration plus étroite entre la police et le MI5. Un système qui semblait faire ses preuves, jusqu'à l'assassinat en 2013 du soldat Lee Rigby par deux extrémistes connus du renseignement.

[*L'Express*](#) rapporte que le Premier ministre britannique est «sous le feu des critiques depuis l'attentat-suicide de Manchester, le 22 mai, pour avoir réduit de 20 000 hommes les effectifs policiers du pays lorsqu'elle était ministre de l'Intérieur, entre 2010 et 2016». Le *Times* a publié un graphique montrant l'évolution des réductions du nombre des policiers britanniques depuis 2009 et mettant en évidence les coupes drastiques opérées par ses services. Une accusation dont elle s'est défendue à plusieurs reprises, en affirmant notamment avoir «protégé les budgets de la police contre-terroriste». Mais ces baisses d'effectif sont-elles pour autant synonymes d'une baisse du niveau de sécurité ? N'y aurait-il pas plutôt un problème de gestion des ressources humaines ? Le *Times* estime que seule une commission d'enquête pourrait répondre à ces questions.

Si le renforcement des moyens sécuritaires est envisagé parmi les mesures à prendre, le site [*Atlantico*](#) fait cette remarque : «Certes, on entend revoir l'organisation des forces de police qui sont chargées de cette question au regard de la montée des risques, mais surtout de ces attentats qu'elles n'ont pas été en mesure d'empêcher. Pour autant, on sait parfaitement que le problème principal est ailleurs. Il tient à l'illusion d'une moindre menace relativement à une Angleterre tolérante, fermant les yeux le plus souvent, avec des *bobbies* qui font respecter la loi, au moins en apparence dans ces circonstances, sans armes.»

Multiculturalisme et communautarisme

Cette illusion, quelle est-elle ? Selon [*Le Figaro*](#), à l'occasion de ces attentats, «La Grande Bretagne découvre les limites du communautarisme» : «Ce système consistant à laisser des groupes religieux se développer en quasi-sociétés parallèles sur le sol britannique commence à susciter quelques doutes.» Et le journaliste de poursuivre : «Ce modèle s'est progressivement mis en place dans les

années 1980, quand de nombreuses organisations musulmanes profitent de la longue tradition de libertés civiles et d'asile politique du Royaume-Uni pour étendre leur influence dans les communautés issues de l'immigration pakistanaise ou moyen-orientale. À ces associations religieuses, culturelles ou caritatives s'ajoutent vite des tribunaux islamiques chargés de guider les musulmans dans leurs affaires familiales et matrimoniales. Le premier est fondé en 1982 à Birmingham. Il est à l'époque le premier du genre en Europe. Le Royaume-Uni en compte aujourd'hui entre trente et quatre-vingts. Les mosquées qui s'élèvent un peu partout dans les villes anglaises et les voiles intégraux qui se répandent dans les quartiers à majorité musulmane sont vus comme un symbole de la tolérance britannique, en opposition à un continent où régnerait une islamophobie rampante.»

Le journal [Les Observateurs](#) fait état de l'importance du phénomène au regard de l'immigration : «La Grande-Bretagne est une terre d'accueil prisée par les étrangers. Ainsi, 13 % de la population britannique est d'origine étrangère et essentiellement en provenance de pays musulmans quand une large partie de la population extra-européenne n'est pas considérée comme étrangère car venant des anciens pays de l'empire britannique.»

Tolérance envers l'extrémisme

«Dans un discours très ferme prononcé au lendemain de l'attentat à Londres, Theresa May a remis en cause la tolérance britannique vis-à-vis de l'extrémisme», rapporte le journal [La Croix](#), qui se demande si «le troisième attentat sur le sol britannique depuis l'attaque autour du Parlement de Westminster le 22 mars va modifier radicalement l'approche policière, sécuritaire et sociétale du Royaume-Uni vis-à-vis du terrorisme».

«Theresa May veut revoir la stratégie antiterroriste», titre effectivement [Le Figaro](#), qui précise que le Premier ministre britannique s'est engagé à «empêcher l'idéologie islamiste de disposer d'un espace où se développer», notamment sur internet. Le journal salue la fermeté affichée, jugeant qu'il faut «remettre en cause un angélisme bien ancré dans les consciences et cesser de croire que le communautarisme et les accommodements à la loi commune qui vont avec sont l'avenir du monde. [...] Cette tolérance extrême dont les Européens, maniaques de la repentance, ont fait preuve depuis des années leur revient en boomerang.»

Le site [Atlantico](#) fait cette analyse : «On a longtemps cru que le caractère insulaire, l'accueil de la finance islamique mondiale, la tolérance à l'extrémisme musulman qui recrutait pour Al-Qaïda sur le territoire britannique dans l'ombre du communautarisme, protégeaient de ces attaques, jusqu'à découvrir que c'étaient pour beaucoup des citoyens de la Couronne qui s'adonnaient à cette violence terroriste en se revendiquant d'un autre État, l'État islamique. Comment a-t-on pu penser par exemple, que de banaliser les Tribunaux islamiques qui appliquent tranquillement la charia avec la bénédiction du juge anglais, en faisant des femmes de confession musulmane des citoyennes britanniques de seconde zone, était sans conséquence sur la cohésion sociale de ce pays, sur l'état de la citoyenneté ? Un encouragement à porter au-dessus de la loi civile la loi religieuse qui est tout le contraire de l'État de droit. Ce qui n'est qu'un aspect mais assez significatif des dérives du multiculturalisme anglais. Si on réfléchit au fait que dans la loi il existe encore le délit de blasphème, la religion de la Reine étant religion officielle, on voit encore là un autre aspect de cette

brèche.» Et le même site d'ajouter : «On oublie aussi trop souvent de rappeler que ce multiculturalisme n'est pas ce système de pacification des différences que l'on prétend. La presse britannique se fait régulièrement l'écho de violences inter-communautaires, car ces groupes identitaires distincts se font concurrence, avec des intérêts divergents qui ne recouvrent que rarement l'intérêt du pays, ou en apparence seulement, lorsqu'on achète leurs voix par un clientélisme politico-religieux qui est un des secrets de la politique anglaise.»

Des ondes de choc qui touchent jusqu'au Qatar

La première onde de choc de l'attentat de Londres touche à l'horizon politique immédiat du pays : les élections législatives en Grande-Bretagne, que Theresa May a avancées au mois de juin pour affermir sa position dans les négociations du Brexit. Sa mise en cause dans la politique sécuritaire pourrait la mettre en difficulté face aux travaillistes. Leur leader, Jeremy Corbyn, n'a pas hésité à exploiter les controverses suscitées par ce nouvel attentat et à impliquer Theresa May dans les causes de cet événement afin remonter dans les sondages. Un opportunisme qui pourrait cependant se heurter au sentiment de colère des Britanniques dont [Le Monde](#) fait état en remarquant que «cette fois-ci, les appels à 'continuer comme avant' et à tenir tête en serrant les dents, s'ils sont repris en cœur par l'immense majorité des leaders politiques et associatifs, semblent moins porter.» Et le même journal de rapporter ces propos d'un Londonien : «Theresa May va s'en trouver renforcée. Les gens veulent désormais un discours ferme, dur. Ils n'ont pas envie d'entendre les appels au dialogue de Jeremy Corbyn». Réponse le 8 juin dans les urnes...

Deuxième onde de choc, les répercussions possibles sur la politique de l'UE au Moyen-Orient. Sur le site d'[Atlantico](#), Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire au ministère de la Défense, explique en effet qu'on «est entré dans une seconde phase du terrorisme qui ne se passe plus en Syrie ou en Irak mais sur le territoire de l'UE». Il ajoute que «le constat de recul de l'État Islamique est un constat territorial et non un constat politique et stratégique. [...] La capacité de mobilisation de Daech est supérieure à celle d'Al Qaïda : pour Al Qaïda, les instructions venaient du centre tandis que pour Daech, tout individu peut choisir le martyr, partout où il est. [...] Daech a atteint quatre des objectifs stratégiques qui étaient les siens : premièrement, il a marginalisé Al-Qaïda [...] ; deuxièmement, les militants de Daech ont réussi à se poser comme les véritables défenseurs des sunnites opprimés par les chiïtes ; troisièmement, ils sont devenus l'ennemi numéro un des Occidentaux, et enfin, ils ont proclamé le califat [...]. Leur objectif suivant est de renverser les Saoud et de prendre les lieux saints car Daech considère que les Saoud n'incarnent pas la véritable légitimité du chef de la *oumma* sunnite, car ils ne descendent pas du prophète et ne sont pas califes.»

Et l'onde de choc de s'étendre jusqu'au Qatar. Depuis le 5 juin, Riyad, Abou Dhabi et leurs alliés ont rompu leurs relations diplomatiques avec ce pays qu'ils accusent de complaisance à l'égard des islamistes et de Téhéran. Comme l'explique Ardavan Amir-Aslani, spécialiste de la région, sur le site d'[Atlantico](#), «au lendemain de l'attentat du *London Bridge*, le troisième en trois mois qu'a connu l'Angleterre, on apprenait que le fameux rapport commandé par l'ancien premier ministre britannique Cameron sur le financement des groupes djihadistes allait enfin, après d'innombrables reports, être rendu public. C'est un secret de polichinelle que ce rapport, à l'instar de celui du 11

septembre diligenté par le Congrès américain, pointe le doigt vers l'Arabie Saoudite et ses ressortissants comme principale source de financement de ces mouvements terroristes. Ainsi, à un moment où le premier ministre anglais déclare que la tolérance britannique allait cesser face à l'idéologie islamiste, c'est un euphémisme que de dire que cela arrangeait fort bien Riyad de jeter au loup ce voisin encombrant qu'est le Qatar en le désignant comme financier de ces mouvements.» Une analyse qui se conclut ainsi : «Cette rupture n'est rien d'autre que la recherche par les Saoudiens d'un bouc-émissaire afin de lui faire porter le chapeau du terrorisme islamiste qui martyrise l'Occident.»

Laure-Marie de Synthe

Retrouvez cet article sur notre [site](#)